

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

LES ASSOCIATIONS NATIONALES DE CPE ET DE GARDERIES PRIVÉES SUBVENTIONNÉES ANNONCENT QU'ELLES SE RETIRENT DES DISCUSSIONS QUI AVAIENT LIEU AUJOURD'HUI AVEC LE GOUVERNEMENT

Montréal, le 26 novembre 2015 – Dans un geste de solidarité sans précédent, l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE), l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ), le Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance (CQSGÉE) et le Rassemblement des garderies privées du Québec (RGPQ) annoncent qu'elles se retirent des discussions qui se tenaient aujourd'hui avec les représentants du gouvernement relativement au financement des services de garde éducatifs.

« C'est une sortie historique et symbolique, a fait valoir Nathalie Breton, présidente du CQSGÉE. Nous mettons de côté nos intérêts associatifs respectifs pour replacer l'enfant au cœur de nos préoccupations communes. À l'issue de cette cinquième journée de travail avec le gouvernement, nous sommes à nous demander si nous pourrions continuer à opérer ce service essentiel aux parents avec toute la qualité des actions éducatives qui nous distinguent », a ajouté madame Breton.

Selon Louis Senécal, président-directeur général de l'AQCPE, la rencontre d'aujourd'hui avec le gouvernement réservait aux participants des nouvelles pires qu'anticipées. « Si ce matin nous dénoncions 2800 pertes d'emplois à prédominance féminine, nous prenons acte cet après-midi que le gouvernement nous emmène plutôt vers 5000 emplois en planifiant de couper 320 millions \$ dans les services de garde éducatifs au lieu des 120 millions \$ annoncés. Le gouvernement est allé chercher 150 millions \$ additionnels dans la poche des parents et aujourd'hui il leur dit que leur enfant perdra son éducatrice », a ajouté monsieur Senécal.

Pour Samir Alahmad, président de l'AGPQ, « Il est inacceptable que le gouvernement base son modèle de financement sur le tiers moins cher. Nous sommes tous pour l'efficacité, mais le but de l'exercice qui est proposé ici c'est le nivellement par le bas. Pratiquement, c'est la fin des services de garde éducatifs subventionnés au Québec », a ajouté monsieur Alahmad.

Julie Plamondon, présidente du RGPQ a pour sa part affirmé : « En 1997, nous avons un réseau qui était la fierté des Québécois. Malheureusement, les compressions annoncées aujourd'hui mettent en péril notre mission éducative. Notre réseau éprouvé par des compressions de 400 millions était déjà à bout de souffle. Nos gestionnaires qui le portent à bout de bras sont découragés et à court de solutions. Il fut réinvestir dans la petite enfance » a ajouté madame Plamondon.

Les associations demandent au gouvernement de renoncer aux compressions annoncées de 74 millions \$ pour 2015-2016 et de 120 millions \$ pour 2016-2017 et de poursuivre la discussion sur des bases constructives.

-30-

Contact et renseignements:

Marie-Claude Lemieux

Directrice des relations publiques et partenariats

(514) 268-1706

marie-claude.lemieux@aqcpe.com